

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 04/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IPM FRANCE

10 route de Belfort
25600 Vieux-Charmont

Références : UID257090/SPR/JP/SB 2024 - 0604A
Code AIOT : 0005901937

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2024 dans l'établissement IPM FRANCE implanté 10 rue de Belfort 25600 Vieux-Charmont. L'inspection a été annoncée le 25/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit d'une part dans le cadre du plan d'action d'initiative régionale concernant le contrôle des équipements sous pressions et de leur suivi en exploitation par les exploitants ICPE sur le périmètre géographique considéré.

Mais également au titre d'une action nationale 2024 «Traçabilité des déchets».

Cette action nationale doit permettre de vérifier que les acteurs concernés utilisent bien les systèmes informatiques, afin que ces derniers atteignent un rythme normal d'utilisation et soient totalement exploitables.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IPM FRANCE
- 10 rue de Belfort 25600 Vieux-Charmont
- Code AIOT : 0005901937
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Société née il y a plus de 150 ans, en 1868.

À l'origine du site, Marti fabriquait des mouvements horlogers. La fabrication d'axes de pistons lancée en 1904 et l'activité horlogère cesse en 1945 : Marti fournit alors des pièces de précision pour l'automobile.

IMP France est spécialisée dans la fabrication d'axes de pistons pour moteurs thermiques automobiles.

L'activité est la fabrication de pièces cylindriques de précision (axes de pistons). Les différentes étapes sont notamment la forge à froid, l'usinage, du traitement thermique, mais également de la rectification et de l'assemblage.

Les grandeurs caractéristiques de l'activité pour l'année 2023 sont une production de 400 000 pièces par an pour 1 000 à 2 000 T de matière approvisionnée.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 ESP
- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande d'action corrective	3 mois
5	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Demande d'action corrective	3 mois
11	schéma des circuits d'eau	Arrêté Préfectoral du 03/06/1993, article 3.6	Demande d'action corrective	6 mois
12	Points d'alimentation en eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Demande d'action corrective	3 mois
14	Déclaration annuelle GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2018, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
15	Protection des points de livraisons en eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Caractéristiques des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1	Sans objet
3	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet
4	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.1	Sans objet
6	Vérification des échéances de La requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.1	Sans objet
7	Contrôle de la plaque d'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	Sans objet
8	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet
9	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Sans objet
10	Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	Sans objet
13	Contrôle de la production et de l'élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 03/06/1993, article 6.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant possède le suivi réglementaire nécessaire concernant le suivi en exploitation des équipements sous pression. Néanmoins l'inspection met en évidence des manquements d'ordres documentaires (cohérence des dates, mise à jour de référence pour certains équipements) qui nécessitent une mise à jour global de l'ensemble du suivi.

L'exploitant confirmera l'ensemble des équipements détaillés dans la liste de suivi suivant le régime de classement s'appliquant aux équipements considérés.

Le suivi des déchets est satisfaisant et l'application track déchet est gérée en interne par une personne sur site.

La consommation d'eau du site étant limitée sur les deux dernières années, l'exploitant s'assurera de fiabiliser son suivi (éventuellement augmenter les fréquences de relevé) pour s'assurer d'une consommation d'eau fidèle aux besoins du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis la liste de suivi des équipements sous pression en amont de la visite. Cette liste (version en date du 26/09/2023) présentée le jour de l'inspection a fait l'objet d'une analyse. Après analyse, des données attendues sont absentes ou obsolètes : <ul style="list-style-type: none">• thématiques de classement (Régime de surveillance notamment)• renseignements techniques (des dates de prochaines IP sont renseignées au 01/12/2022 pour une liste datée du 26/09/2023) La liste de suivi des équipements sous pression doit uniquement contenir les ensembles soumis à l'arrêté ministériel du 20/11/2017. En l'occurrence, les équipements non soumis doivent être retirés de la liste en application de l'arrêté ministériel (Cf. point N°2) À la demande de l'exploitant, l'inspection des ICPE lui remet en main propre au cours de la visite une copie du modèle de liste des ESP établi par les services de la DREAL BFC.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant contrôlera et réalisera l'ajout de thèmes manquants. Il réalisera également une mise à jour, le cas échéant, des dates de la liste de suivi en lien avec chaque rapport des équipements concernés. Une fois à jour, la liste sera transmise à l'inspection des installations classées accompagnée du dernier rapport correspondant à chaque équipement listé. L'exploitant transmettra au service de l'inspection le fichier de suivi des contrôles réglementaires / tâches lié à l'ISO 14 001 permettant ainsi de passer en revue de façon annuelle les contrôles et tâches à réaliser.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Caractéristiques des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle sur site de la situation des Équipements sous pression
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple définis au I de l'article R. 557-14-1 du Code de l'environnement.
Constats : Deux équipements ont été sélectionnés pour une analyse du dossier : → Réservoir vertical AC de 3 000 L sous 8 bars n° 11418 → Cuve de méthanol de 5 000 L sous 2 bars n°4934 <u>→ Concernant le réservoir d'air comprimé :</u> ► le type : réservoir ► année de fabrication : 1970 ► N° de fabrication : 11418 ► capacité : 3 000 L ► fluide : gaz de groupe 2 (air) ► PS : 8 bars ► le régime de surveillance : Ø ► compte-rendu de la dernière inspection périodique : 19/11/2021 ► date de la prochaine inspection périodique : 10/08/2025 ► compte-rendu de la dernière requalification periodique : 10/08/2017 ► date de la prochaine requalification periodique : 10/08/2027 <u>→ Concernant la cuve de méthanol :</u> ► le type : cuve ► année de fabrication : 2019 △ N° de fabrication : *4 934* → 23031.1 selon le dossier de l'équipement △ △ capacité : *5 000 m ³ * → 5 000 l selon le dossier de l'équipement △ ► PS : 2 bars ► fluide : mélange gaz / liquide (azote / méthanol) gaz de groupe 2 (azote) ► le régime de surveillance : NA ► compte-rendu de la dernière inspection périodique : NA ► date de la prochaine inspection périodique : NA ► compte-rendu de la dernière requalification periodique : NA ► date de la prochaine requalification periodique : NA
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités

sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;

- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.

II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.

Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.

Constats :

→ Concernant le réservoir AC 11418 :

À lecture de la dernière inspection périodique, le rapport ne fait pas apparaître de non-conformité.

L'ensemble des informations y sont renseignées et le rapport conclut que les résultats des contrôles et essais sont satisfaisants (19/11/2021 → 19/11/2025 périodicité de 48 mois).

⚠ une incohérence est pointée sur le dernier rapport en date, le volume du récipient relevé est de 3 L.

→ Concernant la cuve de méthanol 23031.1 :

L'inspection prend acte du non classement soumis au régime de surveillance des équipements sous pression.

Cette information fait l'objet d'une confirmation par courriel d'un organisme habilité (OH APAVE) en date du 23/11/2017 présenté par l'exploitant durant l'analyse documentaire.

À la signature, ainsi qu'à la réception des rapports (IP et RP), l'exploitant veillera à confirmer les données renseignées par l'organisme habilité au sein des comptes rendus qui lui sont remis.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.1

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire

Prescription contrôlée :

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection

périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide.

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

Constats :

Concernant la cuve AC 11418, la réalisation de la dernière IP en date du 19/11/2021 aurait dû être réalisée avant le 10/12/2020 selon le rapport d'inspection périodique du 10/08/2017. (NB : entrée en vigueur de l'AM avec périodicité d'inspection passant de 40 à 48 mois avec une inspection réalisée lors de l'arrêt annuel du site le 19/11/2021).

L'exploitant explique que la succession, le changement de personnel en responsabilité sur certains postes ont pu générer un manquement dans la réalisation et le suivi de la mise à jour de ces contrôles réglementaires.

L'inspection conseille à l'exploitant d'intégrer la mise à jour de ces contrôles dans un suivi de type rappel automatique, gestion automatisée de maintenance lui permettant ainsi de fiabiliser la réalisation de ces contrôles réglementaires.

L'exploitant propose d'intégrer ce suivi au sein du plan d'action lié au système de management ISO 14001 du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire

Prescription contrôlée :

I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.

II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la

responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.

III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.

La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.

L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

IV.-Il est interdit :

- d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;
- dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.

Constats :

→ Concernant le réservoir AC 11418 :

La lecture de la dernière requalification périodique ne fait pas apparaître de non-conformité.

L'ensemble des informations y sont renseignées et le rapport conclu que les résultats des contrôles et essais sont satisfaisants permettant ainsi de prononcer la requalification périodique de l'équipement (19/08/2017 → 10/08/2027 périodicité de 10 ans).

L'exploitant détient l'attestation remise par l'organisme habilité qui identifie l'équipement concerné, datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique.

La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique.

Néanmoins, bien que le dernier rapport de requalification ne fasse pas apparaître de non-conformité et détail un niveau de vérification documentaire satisfaisant, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la déclaration de mise en service (DMS) concernant la cuve AC 11418 bien que cela soit apparemment réalisé.

Pour attester de la date de mise en service de l'équipement, l'exploitant doit être en mesure de fournir tout élément probant (tel que par exemple l'attestation de CMS, tout document mentionnant une date de mise en pression sous la responsabilité de l'exploitant de l'équipement ou de l'ensemble, etc.) sous réserve que l'équipement soit en situation régulière dans cette période.

A défaut, une attestation sur l'honneur sans élément probant n'est pas suffisante.

Cette disposition s'applique aux équipements mis en service avant le 01/01/2018 et non encore requalifiés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra la déclaration de mise en service concernant la cuve AC 11418 (téléchargeable via l'application LUNE notamment), ou la fera réaliser en bonne et due forme.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Vérification des échéances de La requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.1
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : <ul style="list-style-type: none">- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.
Constats : → Concernant le réservoir AC 11418 : L'inspection à consulter le rapport lié à la dernière requalification périodique en date du 10/08/2017. Ce dernier spécifie la réalisation de la prochaine requalification avant le 10/08/2027 (périodicité à 10 ans).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle de la plaque d'identification des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.

Constats : L'inspection accompagnée de l'exploitant s'est rendue sur site pour constater par un contrôle visuel les équipements sur leur lieu d'exploitation. Pour chaque équipement sous pression visualisé le jour de la visite, la plaque d'identification est bien présente, lisible et les informations inscrites sont cohérentes à la lecture des plaques en comparaison des éléments contenus dans les dossiers sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle de l'état de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
Constats : Sur les parties accessibles à l'œil et sans réaliser de contrôle spécifique hormis un constat visuel, les équipements ne laissent pas apparaître de trace visible d'oxydation, de déformation structurelle ou tout autre élément pouvant laisser penser à une dégradation prématurée de l'appareil.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. À l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.
Constats : → Concernant le réservoir AC 11418 : La présence de la soupape a été constatée physiquement lors du passage sur site. Cette dernière se situe en partie haute de la cuve verticale d'une capacité de 3 000 L. Le dernier rapport en date de l'APAVE mentionne bien les caractéristiques de la soupape en concordance avec la documentation technique disponible dans le cahier de suivi de l'équipement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ". Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.
Constats : L'inspection constate l'apposition du poison tête de cheval pour la cuve AC 11418. Le marquage est réalisé à côté de la date frappée sur la plaque de cuve (10/08/2017) par l'organisme habilité ayant réalisé la requalification périodique de l'équipement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : schéma des circuits d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/1993, article 3.6
Thème(s) : Risques chroniques, suivi et enregistrement sur site
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un schéma des circuits d'eaux, faisant apparaître les sources, la circulation et les rejets des eaux de toute origine. Ce schéma est tenu en permanence à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : L'exploitant explique être en cours de mise à jours de différents plan sur site. Il a notamment fait suivre après la visite un plan de réseaux datant de 1997. Néanmoins ce plan détail uniquement le réseau d'assainissement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une fois la mise à jour des plans réalisée, la dernière version reprenant l'ensemble des informations sera transmise à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Points d'alimentation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, dispositif sur site
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre

éventuellement informatisé « et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».

Constats :

Seul l'emplacement des compteurs d'eau a pu être visualisé le jour de l'inspection (les compteurs sont implantés dans des regards en fonte sous voirie).

L'exploitant fait savoir que le suivi est réalisé uniquement à réception des factures, soit à une fréquence semestrielle.

Ces index de consommation sont intégrés au suivi ISO 14001 du site. On relève :

- 2020 : 7 539 m³
- 2021 : 4 534 m³
- 2022 : 1 336 m³
- 2023 : 1 532 m³.

Sans pouvoir l'expliquer le jour de la visite, l'on constate une nette diminution des prélèvements en eau de ville du site depuis ces quatre dernières années.

L'inspection des Installations classées rappelle que la fréquence de suivi doit être hebdomadaire. Ce suivi doit être réalisé à l'aide d'un tableur / registre ou tout autre système de suivi d'enregistrement des index de prélèvements en eau.

L'inspection rappelle qu'un suivi régulier (hebdomadaire) des consommations permet de façon active la détection d'une éventuelle fuite ou d'un dysfonctionnement lié à l'activité ou à un problème sur site.

Le relevé hebdomadaire permet donc d'anticiper une surconsommation / une surfacturation et In fine un gaspillage de la ressource.

Pour approfondir l'approche présenté via le suivi ISO 14001 du site, l'inspection conseille à l'exploitant dans le cadre de son suivi d'étudier la faisabilité d'établir un ratio entre une grandeur caractéristique de l'activité à corrélérer à la consommation en eau du site (tonne de matière transformée / m³, nombre de pièces produites / m³, etc). Permettant ainsi une approche fine de la consommation en eau du site.

À titre d'information, des compteurs communicants permettent aujourd'hui de s'affranchir des problèmes d'accès au compteur par réalisation d'un télérelevé paramétrable selon la fréquence souhaitée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mettra en place les actions lui permettant de relever journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur.

Il fera part des moyens mis en place à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Contrôle de la production et de l'élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/1993, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, suivi et enregistrement sur site
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un registre sur lequel pour chaque grande catégorie de déchets sont portées : <ul style="list-style-type: none">- les quantités produites au fur et à mesure de leur apparition,- leur origine,- leur nature,- leur destination. Ce registre est tenu, pendant un délai d'au moins deux ans à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.
Constats : L'exploitant a présenté l'ensemble du registre reprenant la traçabilité des déchets dangereux et non dangereux jusqu'en 2023. Depuis janvier 2024 seuls les déchets non dangereux sont incrémentés dans le tableau. Les déchets dangereux étant suivis via l'application track déchet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Déclaration annuelle GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2018, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions, transferts de polluants et déchets
Prescription contrôlée : [...]II. - L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. [...]
Constats : L'exploitant réalise sa déclaration GERE (2021 / 2022 /2023). L'on note pour l'année dernière l'absence notamment des index de consommations en eau ainsi que le tonnage de déchet non dangereux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra fiabiliser les informations transmises au regard du cadre GERE défini pour le site IPM. Il déclarera notamment les prélèvements en eau du site, le tonnage de déchet non dangereux qui n'apparaissent pas sur la dernière déclaration en date.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Protection des points de livraisons en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Moyen de disconnection

Prescription contrôlée : ... "Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement." ...
Constats : Les compteurs étant positionnés dans des regards fonte sous voiries, aucun contrôle visuel n'a pu être réalisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant récupérera les informations liées aux deux points de livraison en eau du site. Notamment la présence d'un moyen de disconnexion. Il confirmera les caractéristiques adaptées au niveau de protection à atteindre des appareils. Il fera suivre le dernier contrôle de vérification par un organisme agréé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois